

EDITORIAL

Sécurité

TOUJOURS la même histoire: quand le travail n'est pas fait à temps, bien mené et en transparence, cela devient un pataquès politique, où on peut raconter n'importe quoi sur n'importe qui. On sourirait si le Maroc et les Marocains n'en étaient pas les victimes directes.

C'est le cas de la libéralisation de l'essence.

Autrefois, une libéralisation de produits aussi anodins que les pâtes était expliquée pas à pas, pour tout le monde. On savait tout, l'avant, l'après; on savait les risques de dérapages et comment on ferait pour revenir sur le bon chemin.

Aujourd'hui, rien. Pourtant, c'étaient deux ministres PJD qui étaient à la manœuvre, les affaires économiques et l'énergie, plus leur chef, PJD lui aussi. Aucun d'entre eux ne peut prétexter des divergences partisans pour se dédouaner de l'opacité de cette affaire. Ou pire encore, laisser entendre des divergences avec le Palais, comme ils le font si souvent.

Pourtant, il n'y a pas que l'opacité qui pose problème dans cette affaire.

On commence à voir qu'un point central n'a pas été réglé ou a été mal réglé: les stocks de sécurité. C'est d'ailleurs ce point que les distributeurs utilisent pour justifier leurs prix élevés: «Que ferais-je si le prix du brut augmente? C'est la rançon de votre sécurité».

Sauf que si le gouvernement avait été un peu plus compétent, s'il avait ouvert les archives ou écouté les fonctionnaires qui ne sont pas (encore?) ses affidés, il aurait posé autrement cette question des stocks.

C'est un service public. C'est l'Etat qui doit s'en occuper. S'il ne le peut pas, alors il y a des procédures très précises pour déléguer et suivre mois par mois cette délégation.

L'Etat marocain et son administration ont fait cela pendant des années et des années, sans difficulté. Maintenant on ne saurait plus faire?! Qu'est-ce qui se passe?!

Nadia SALAH

Le budget revient de loin!

- Le déficit devrait être divisé par deux en quatre ans

- Excepté la compensation, les efforts sur les autres dépenses sont peu visibles

- Un facteur de risque: Concentration des recettes de l'IS sur une poignée d'entreprises

Voir pages 8 & 9



Retraite

La CIMR durcit ses conditions

DÈS le 1er janvier 2017, la CIMR se transformera en société mutuelle de retraite. Cette mutation s'accompagnera de plusieurs changements. L'un des plus importants est la suppression de la possibilité de remboursement des cotisations salariales pour les

personnes qui quittent définitivement leur employeur. Elles devront dorénavant attendre l'âge de départ à la retraite, au minimum 50 ans, avant de pouvoir y prétendre. La Caisse a également réajusté les coefficients d'anticipation et de prorogation. □

Voir page 2

- A Mehdia, la première ville durable pour... 2,5 milliards de dollars?

Voir page 6

- Energies renouvelables: Les investissements sont là mais pas encore la rentabilité

Voir Analyse pages 3 à 5

- Casablanca/Marché des œufs: encore une affaire de spoliation foncière?

Voir page 12



4^{ème} édition de l'Observatoire International du Commerce

LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE 2017 ET LEUR FOCUS MAROC

Inscription sur ma.eulerhermes.com
Infoline : 05 22 79 03 30

1^{er} décembre 2016 à 8h30
au Sofitel Tour Blanche de Casablanca

Partenaire Officiel: BMCE BANK OF AFRICA
Partenaires Institutionnels: OMD, AFD, AFD, AFD
Partenaires Média: L'ECONOMISTE, EULER HERMES



8 JOURS EXCEPTIONNELS du 12 au 26 novembre

Une seule fois par an, des prix exceptionnels dans toutes les collections

OUVERT LE DIMANCHE

Odea, Canapé 4 places, design R. Tapinassi & M. Manzoni.

RABAT: Km 5, AVENUE MOHAMMED VI, SOUSSEI - ☎ 05 37 65 85 05

CASABLANCA: 36, RUE CHARAM ACHAYKH, PALMIERS - ☎ 05 22 99 00 82

rochebobois
www.rochebobois.com